



Le 30 août 2023, 123 professeur-e-s des écoles contractuel-le-s étaient toujours en attente du renouvellement de leur contrat qui prend fin le 31 août.

Ces dernières années, plutôt que d'augmenter le nombre de postes aux concours, le gouvernement a recruté de plus en plus d'enseignant-e-s non titulaires pour assurer le service public d'éducation. Ces personnels exercent les mêmes missions que leurs collègues titulaires mais ne sont pas logé-e-s à la même enseigne.

En effet, alors que les professeur-e-s des écoles titulaires s'apprêtent à retourner dans leurs écoles pour les journées de prérentrée en cette fin de semaine, leurs collègues contractuel-le-s n'ont pas d'école à retrouver pour préparer une rentrée et ne savent même pas s'ils peuvent compter sur un salaire pour le mois prochain.

Les collègues concerné-e-s n'ont donc aucune idée du niveau et des élèves avec qui ils et elles travailleront peut-être d'ici quelques jours. Ceci rend difficile non seulement leurs préparations, mais témoigne bien du mépris de l'Education Nationale pour les élèves : à conditions de travail dégradées pour les enseignant-e-s, conditions d'apprentissage dégradées pour les élèves !

Cette dégradation est le résultat de la Loi de transformation de la Fonction Publique votée en 2019 qui a notamment retiré aux représentant-e-s de ces personnels la possibilité d'avoir un regard et d'intervenir sur leurs carrières. L'opacité et l'insécurité professionnelle sont désormais la règle et ce sont les collègues et nos élèves qui en pâtissent !

A l'heure où le ministre nous parle de reconnaissance du métier d'enseignant-e, le mépris et la précarité dans laquelle le DASEN du Rhône plonge ces personnels sont inacceptables.

SUD Éducation et la CGT Educ'action revendiquent la titularisation des professeur-e-s des écoles non titulaires et de tous les personnels précaires de l'éducation. Nous faisons le même métier, nous devons avoir les mêmes droits et le même statut !